

MERCEUIL

Logement insalubre : le propriétaire contraint de faire des travaux

En septembre 2021, le préfet de Côte-d'Or avait pris un arrêté obligeant un propriétaire à faire les travaux nécessaires dans un ensemble immobilier à Merceuil frappé par l'insalubrité. Le propriétaire a contesté cet arrêté devant le tribunal administratif de Dijon, qui a rendu son verdict début janvier.

Une affaire en référé s'est jouée au tribunal administratif de Dijon, mercredi 5 janvier. Le préfet de Côte-d'Or avait pris, le 17 septembre 2021, un arrêté un peu particulier concernant un ensemble immobilier mis en location dans la commune de Merceuil. L'arrêté préfectoral obligeait le propriétaire de l'ensemble immobilier à réaliser, dans le délai de trente jours, des travaux destinés à remédier au dan-



À Merceuil, le propriétaire d'un logement jugé insalubre a été contraint, par arrêté préfectoral, à mener des travaux pour remédier à cet état d'insalubrité. Début janvier, il contestait cet arrêté devant le tribunal administratif. Photo d'illustration LBP/Humberto OLIVEIRA

ger imminent résultant de l'état d'insalubrité du logement. Un second arrêté donnait six mois pour réaliser ces travaux.

Durant l'audience du 5 janvier, le propriétaire demandait au juge

administratif de suspendre ces arrêtés dans l'attente du jugement sur le fond. Son avocat soutenait d'abord qu'il y avait « urgence à la suspension », puisque le propriétaire était absent lors du diagnos-

tic de l'état de la maison et n'a même pas eu connaissance du rapport. Selon son avocat, les artisans avaient énormément de retard du fait de la crise sanitaire et il était difficile d'obtenir des devis et une planification des travaux. Enfin, les coûts prévisionnels importants des travaux nécessitaient de contracter un emprunt, ce qui créait des délais supplémentaires.

Un locataire présent depuis 23 ans

Enfin, sur le fond, elle rappelait que c'était le locataire, présent depuis 23 ans dans les lieux, qui était responsable de l'entretien et de l'hygiène des locaux. La présence d'animaux y serait d'ailleurs constatée. « Le bailleur, qui ne rentre pas dans la propriété, ne peut en connaître l'état, si on ne lui en parle pas », avait-elle justifié. « D'ailleurs le bail signé en 1998

n'a pas été accompagné d'un état des lieux d'entrée. » Enfin, elle notait que ce différend fait suite à un commandement de payer des loyers en retard depuis six mois. L'État s'était défendu, arguant notamment que la requête du propriétaire, enregistrée plus de deux mois après la notification de l'arrêté, était « tardive et irrecevable » et que la condition d'urgence n'était pas remplie compte tenu de « l'impératif de préservation de la sécurité et de la santé publique. »

La requête du propriétaire, qui demandait une suspension de l'arrêté préfectoral, a été rejetée par le tribunal administratif, qui indique : « En l'état de l'instruction, aucun des moyens susvisés, invoqués par le propriétaire, n'est de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté ».

Bénédicte D'ORGEVAL avec T. S.

BEAUNE

Gendarmerie : des récompenses lors de la prise de commandement du major Stéphane Jacob

Jeudi 13 janvier au matin, une cérémonie s'est déroulée dans la cour d'honneur de la gendarmerie départementale des Blanches Fleurs, sous le commandement de la cheffe d'escadron Héloïse Rollier, commandant la compagnie.

Cette manifestation a eu un double but : celui de remettre des récompenses à plusieurs sous-officiers et d'officialiser le commandement de la communauté de brigades de la circonscription de Beaune au profit du major Stéphane Jacob.

Après les différents ordres aux militaires en armes, la montée du drapeau et *La Marseillaise*,



Les personnels de la compagnie de brigades de Beaune. Photo LBP/Jean-Pierre LEY

la commandante de la compagnie a procédé à la lecture des différentes citations et récompenses puis à la remise des diplômes aux gradés et gendarmes impliqués dans la résolu-

tion d'affaires importantes telles que les vols de vins et diverses escroqueries. Il s'agit des adjoints Emmanuelle Vion et Emmanuelle Gobet ainsi que les maréchaux-des-logis/chefs

Christopher Borel, Thibault Delannes et Vincent Abraham et les gendarmes Pierre Dorival et Maxime Bourgain-Arsac.

Lors de la prise d'armes, la commandante de la compagnie

a confirmé dans ses fonctions de commandant de la COB de Beaune, regroupant les brigades de Beaune et Nolay, le major Jacob. Affecté, entre autres mutations, aux brigades d'Armay-le-Duc et de Nuits-Saint-Georges, le gradé a remplacé le major Thierry Rodier en début d'année dernière à la tête de la COB.

Après quelques informations dispensées par la commandante concernant les cambriolages, notamment autour de Beaune et à proximité des axes importants et l'inquiétante augmentation des accidents de la route, le public a été invité à découvrir, par ateliers, les différents moyens affectés aux brigades.

URGENT

Nous recherchons
**Vendeur
colporteur
de presse** (homme ou femme)

statut indépendant BEAUNE

Vous êtes matinal, autonome.
Vous disposez d'un véhicule (petite cylindrée et diesel de préférence)
Livraison à domicile - Pour revenus complémentaires, quelques heures le matin

Contactez-nous au : 03 80 42 42 53
Mail : david.coulon@lebienpublic.fr

BEAUNE

Un conducteur contrôlé en possession de stupéfiants

Vendredi 7 janvier, il est environ 15 h 30, quand une patrouille de police constate, rue Henri-Dunant à Beaune, qu'un automobiliste, qui roule sans ceinture de sécurité, ne prend pas non plus la peine de faire fonctionner ses clignotants au moment de tourner. Intrigués, les policiers décident de contrôler ce dernier et sentent alors une forte odeur de cannabis à l'intérieur du véhicule. Si les contrôles de stupéfiants se révèlent pourtant négatifs, les forces de l'ordre retrouvent tout de même de la résine de cannabis à l'intérieur de la voiture. En plus des amendes et retraits de points liés à un défaut de conduite, le conducteur écope d'une amende forfaitaire délictuelle (AFD) d'un montant de 200 €.



Les policiers ont contrôlé un conducteur au comportement étrange, rue Henri-Dunant, et ont trouvé dans sa voiture de la résine de cannabis.

Photo d'illustration LBP/Vincent LINDENEHER